

A pied d'œuvre

Si le Luxembourg affiche de très bonnes performances en matière d'offre de formations, il pêche par contre en matière de lisibilité et de gestion de la qualité dans le domaine, des lacunes que les acteurs luxembourgeois s'activent à combler. Telles sont les conclusions que nous livre Gérard Eischen, directeur de la Luxembourg School for Commerce, l'organisme de formation de la Chambre de Commerce, Roger Thoss et Jean Junck, membres du comité exécutif.

“ Il y a une grande proximité au Luxembourg entre le monde économique et le monde scolaire ”

Le Luxembourg multiplie les efforts pour diversifier son économie, misant notamment sur des secteurs à très haute valeur ajoutée comme les TIC et les biotechnologies. Quel rôle la formation professionnelle peut-elle jouer dans pareille mutation 'high tech'? Et quelle est la carte à jouer de la LSC?

Gérard Eischen: Pour nous, la Luxembourg School for Commerce, un des plus grands organismes de formation au Grand-Duché, la problématique de la formation professionnelle concerne l'intégralité de la chaîne de valeur, de la formation professionnelle initiale à la formation universitaire en passant par la formation professionnelle continue.

Il nous incombe tout naturellement de mettre en place des formations professionnelles en adéquation avec les grands objectifs fixés par le gouvernement.

Bien évidemment, nous n'avons pas pour vocation de former des ingénieurs en biotechnologies, pour reprendre votre exemple, mais nous nous efforçons de jouer le rôle qui est le nôtre et de nous investir pleinement dans le perfectionnement de la qualification des entreprises que nous représentons, à savoir toutes les entreprises sauf celles de l'artisanat. Dans le domaine de la logistique, par exemple, nous sommes en train de développer, avec le «Cluster for Logistics», une formation de type universitaire qui aura pour vocation de répondre aux besoins spécifiques des acteurs luxembourgeois.

Le Luxembourg, contrairement aux idées reçues, est doté d'une très large palette de formateurs. Y a-t-il cependant des lacunes dans l'offre de formation au stade actuel des choses? Quels sont les axes d'amélioration?

Gérard Eischen: Personnellement, je n'ai pas l'impression que le Luxembourg affiche de vraies lacunes en matière d'offre de formation ou de formateurs à l'heure actuelle, bien au contraire. Le grand défi est à mon sens la gestion de la qualité des formateurs et des formations. J'estime qu'il faudrait à cet égard mener une réflexion au niveau national, réflexion d'ores et déjà entamée par Mady Delvaux-Stehres, ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Par «qualité», il s'agit plus de qualité pédagogique, didactique et comportementale tout comme la mise en place de standards minima que de qualité relative à la compétence «métier». Pour cela, il est nécessaire d'évaluer les formations et de tenir compte des réflexions des personnes formées tout comme des prescripteurs.

Jean Junck: Parmi les axes d'amélioration, nous avons la volonté de développer des projets de coopération avec l'Université du Luxembourg en matière de «Business Education», notamment pour former davantage d'étudiants à la gestion d'entreprise. Une deuxième piste est celle de la formation par alternance (ndlr: combinant apprentissage et travail) au niveau de l'enseignement supérieur, qui fait toujours défaut au Grand-Duché.



Gérard Eischen

Roger Thoss



N'y a-t-il pas un manque tant de visibilité que de lisibilité dans l'offre de formation?

Jean Junck: Outre l'assurance-qualité, la question de la transparence dans l'offre de formations est un autre constat qui devrait constituer une priorité, car les entreprises comme les particuliers éprouvent apparemment certaines difficultés à ce niveau. L'explosion de l'offre de formations ces dix dernières années requiert également un meilleur cadrage du marché et le développement d'instruments permettant une meilleure visibilité et lisibilité de l'offre, plus particulièrement au niveau des formations supérieures.

C'est la raison pour laquelle nous avons pris la décision de réagir en mettant sur pied un pôle de conseil en formation au sein de la LSC. Celui-ci sera physiquement ancré dans l'«Espace Entreprises» de la Chambre de Commerce et ouvert au public.

Les chambres professionnelles nouent-elles des collaborations étroites avec les ministères, les entreprises et le tissu associatif pour décrypter les nouveaux besoins et développer de nouvelles formations?

Roger Thoss: Signalons tout d'abord qu'il y a une grande proximité au Luxembourg entre le monde économique et le monde scolaire, cha-

Jean Junck



cun d'eux siégeant dans les mêmes groupes de travail. A ce titre, sachez que nous sommes sollicités par le ministère pour émettre des recommandations en amont dans le développement de formations initiales, ce que je considère comme une très bonne chose. En sus, nous travaillons avec les différents fédérations voire les représentants des différents secteurs d'activité dans le cadre de notre programme «LSC Sectoral». Pour cela, il est indispensable d'être à l'écoute du marché, en d'autres termes faire de la veille technologique, qui constitue une de nos activités phare.

Nic Alff, ancien directeur à la formation professionnelle au ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, soulignait dans une interview qu'il nous avait accordée l'an passé le déficit de coopération transfrontalière en matière de formation professionnelle, dû à des obstacles administratifs et juridiques. Cette coopération transfrontalière est-elle indispensable? Peut-elle constituer un frein au développement de certains secteurs d'activités au Grand-Duché?

Gérard Eischen: Je ne partage pas nécessairement cet avis dans son intégralité, si ce n'est en partie en matière de formation professionnelle initiale. Il faut d'abord tenir compte des spécificités culturelles et réglementaires des différentes

composantes de la Grande Région. Il faut ensuite poser la question des besoins du côté des acteurs économiques des différents versants.

Aussi, si l'échange en matière de formation professionnelle initiale entre le Luxembourg et les régions francophones qui nous entourent manque certainement d'allure, en partie pour des raisons liées à des obstacles administratifs et juridiques, il existe en revanche des relations plutôt dynamiques avec la Sarre et la Rhénanie-Palatinat qui disposent d'un encadrement réglementaire comparable au nôtre.

De plus, nombre d'acteurs allemands se sont installés au Luxembourg tout en gardant leurs racines dans leur pays d'origine, de sorte que ces acteurs ont un réel besoin en apprentissage transfrontalier.

Il est pourtant incontestable que l'avenir du Luxembourg se joue aussi en Grande Région et que les relations ne pourront donc pas éternellement emprunter cette rue à sens unique qui mène inéluctablement au Luxembourg.

Luxembourg School for Commerce
7, rue Alcide de Gasperi
L-2981 Luxembourg
Tél.: 42 39 39 220
Fax: 42 39 39 820
Contact: info@lsc.lu
www.lsc.lu

VOUS ÊTES RÉPUTÉ POUR INVESTIR DANS CE QUI RAPPORTE

AVEC LSC PROGRESS
PROPOSEZ À VOTRE ÉQUIPE
DES FORMATIONS
EN RESSOURCES HUMAINES

Découvrez toutes nos formations sur www.lsc.lu



Luxembourg
School
for Commerce

LSC

Business Education & Training